

PÉRISCOLAIRE

LES VILLES S'ENGAGENT

Les mairies petites et grandes financent aussi le temps périscolaire. Un engagement aux motivations diverses et qui pèse lourd dans leur budget.

En matière d'éducation, l'engagement des collectivités territoriales ne s'arrête pas aux horaires scolaires. Avant et après la classe, temps de cantine, mercredi... Les mairies prennent en charge ces temps de la vie de l'enfant à hauteur de leurs moyens mais aussi de leurs motivations.

Les villes ont investi ce champ avec une ambition affichée. Lyon, par exemple, dispose d'un « *Projet éducatif* » sur tous les temps de l'enfant avec comme objectif de « *faire de tous les enfants lyonnais des membres actifs, critiques, et solidaires dans la société* ». Sur le temps périscolaire, ce projet éducatif local se décline par la mise en place des garderies, d'études mais aussi d'ateliers d'expression midi et soir, d'ateliers d'accompagnement à la scolarité « *avec l'ensemble des acteurs éducatifs : professionnels, associatifs et familiaux* ». Difficile de mesurer le coût financier du seul temps périscolaire.

Pour avoir un ordre d'idée, l'éducation représente 16% des 517 millions de dépenses de fonctionnement. Ces sommes n'ont aucune commune mesure avec la réalité d'une petite ville rurale et pourtant, des projets de cet ordre s'y font jour pour offrir aux familles des services qu'elles n'iront pas chercher ailleurs.

Un choix qui a un coût

Un exemple, dans le RPI de Mâle/La Rouge, dans l'Orne où les deux maires Martine Georget et Jacques Truillet ont constitué un syndicat intercommunal à vocation sociale (SIVOS) afin de mettre en place un système de garderie autour des temps de classe. Matin, soir mais aussi midi et mercredi, les enfants sont pris en charge et disposent d'activités proposées par deux animateurs formés et rémunérés par le SIVOS. Cette année une aide aux devoirs devrait aussi être proposée. « *Cette organi-*

Le SIVOS représente 30% des dépenses de fonctionnement de la commune de Mâle, soit proportionnellement près du double de ce qu'une ville comme Lyon y consacre.



sation nous permet d'apporter un service aux familles plus intéressant qu'une simple garderie et les parents y sont sensibles » explique Martine Georget, présidente du SIVOS. Une motivation forte dans des villages où le risque est de voir partir les élèves vers les écoles des villes alentours. Mais ce choix des deux communes a un coût. Les charges du SIVOS pour le périscolaire représentent 16 024 € sur les 72 037€ du budget total que représentent les dépenses de fonctionnement de l'école. Ce dernier représente 30% du budget des dépenses de fonctionnement de la commune de Mâle. C'est en proportion près du double de ce que Lyon y consacre.

Anne-Sophie Benoit, présidente de l'ANDEV



« Redéfinir les responsabilités »

L'éducation a pris une place primordiale dans les

politiques des collectivités territoriales, est-ce un phénomène nouveau ?

C'est avec la décentralisation de l'Etat que les collectivités ont été de plus en plus associées à l'éducation non pas pour faire à la place de l'Etat mais pour agir en complémentarité. Restauration, accueil périscolaire, extrascolaire, vacances, elles ont pris en charge les temps autour de l'école. Mais à l'heure où réussir à l'école est devenu une problématique importante de la société dans un contexte social, économique et

éducatif que nous connaissons, les dispositifs mis en œuvre correspondent de plus en plus à des choix politiques forts.

L'Etat a, depuis, investi le temps périscolaire avec de nouveaux dispositifs comme l'accompagnement éducatif. Comment cela s'articule-t-il sur le terrain ?

On assiste depuis 2007-2008 à un glissement significatif du scolaire sur le temps périscolaire qui obscurcit les frontières. Vous avez cité l'accompagnement éducatif en ZEP mais le débat sur les rythmes a montré que des questionnements se font jour sur la pause

méridienne. L'aide personnalisée a aussi contribué à rendre floues les responsabilités entre commune et Etat. Aujourd'hui, sur certains temps périscolaires, il existe jusqu'à cinq dispositifs : études, accompagnement éducatif, ateliers périscolaires, aide personnalisée, CLAS par les associations. Cinq acteurs différents avec des tarifs différents. Une concertation entre l'éducation nationale et les communes est aujourd'hui indispensable pour redéfinir les responsabilités et donner de la cohérence aux actions.

Et les financements ?

Les collectivités locales font l'objet de réductions de financement

drastiques de l'Etat et les nombreux dispositifs mis en œuvre font l'objet de remise en cause. La réussite éducative qui était financée à sa création en 2005 à 100% par l'Etat en est un vivant exemple : l'an passé de nouvelles règles ont en effet imposé aux villes d'en financer un tiers. Les villes fautes de budget vont devoir faire des choix mais on peut craindre qu'en 2013, cette action s'arrête alors qu'elle est utile. Plus généralement, du fait même que les financements dépendent de plus en plus des villes, les inégalités se creusent même s'il est difficile de les mesurer et encore plus de les corriger. Peut-on dans ces conditions parler d'égalité des chances ?